



**Présidence : Biélorussie**

## **1011<sup>e</sup> SÉANCE PLÉNIÈRE DU FORUM**

1. Date : mercredi 25 mai 2022 (dans la Neuer Saal et par visioconférence)

Ouverture : 10 heures

Clôture : 10 h 55

2. Président : Ambassadeur A. Dapkiunas

3. Sujets examinés – Déclarations – Décisions/documents adoptés :

Point 1 de l'ordre du jour : DÉCLARATIONS GÉNÉRALES

*Situation actuelle en matière de sécurité dans l'espace de l'OSCE* : Fédération de Russie (annexe 1) (annexe 2) (FSC.DEL/217/22) (FSC.DEL/217/22/Add.1), France Union européenne (FSC.DEL/220/22), Royaume-Uni (FSC.DEL/219/22 OSCE+), Canada, Suisse (FSC.DEL/213/22 OSCE+), Norvège (FSC.DEL/214/22), Biélorussie (FSC.DEL/218/22 Restr.)

Point 2 de l'ordre du jour : QUESTIONS DIVERSES

Aucune déclaration

4. Prochaine séance :

Mercredi 1<sup>er</sup> juin 2022, à 10 heures, dans la Neuer Saal et par visioconférence

**1011<sup>e</sup> séance plénière**

Journal n° 1017 du FCS, point 1 de l'ordre du jour

**DÉCLARATION  
DE LA DÉLÉGATION DE LA FÉDÉRATION DE RUSSIE**

Monsieur le Président,

La « guerre par procuration » en Ukraine se poursuit. Il s'agit d'une guerre menée contre la Fédération de Russie par les États-Unis d'Amérique et les pays de l'OTAN, qui utilisent les extrémistes fascistoïdes du Secteur droit et de Svoboda, les ultranationalistes des bataillons punitifs des forces armées et du ministère ukrainien des Affaires intérieures, ainsi que les combattants de sociétés militaires privées, pour parvenir à leurs fins. Ces États, qui se sont proclamés « civilisés », nous exhortent à cesser les hostilités et à nous asseoir à la table des négociations, mais leurs déclarations sur la nécessité d'une victoire militaire de l'Ukraine indiquent tout le contraire. Ils espèrent bien que nous céderons, que nous renoncerons à nos intérêts nationaux et que nous nous soumettrons aux diktats de l'Occident. Cela ne se produira pas.

Nous pouvons voir comment, sous couvert d'une campagne de diffamation anti-russe à grande échelle, les pays de l'OTAN intensifient les menaces militaires près des frontières de la Russie. Nous leur avons proposé pendant de nombreuses années de renforcer les mécanismes de prévention des incidents militaires dangereux. En réponse, ils ont multiplié par quinze les vols de bombardiers stratégiques en Europe. Nous leur avons proposé de déplacer les zones d'exercice militaire à l'intérieur des pays. En réponse, les États-Unis, dans le cadre de l'exercice « DEFENDER-Europe 2022 », ont transféré une division entière sur le continent européen. Au lieu de tenir compte de notre appel à la réduction des tensions politico-militaires, l'OTAN a décuplé le nombre de soldats près des frontières de la Russie et continue de rompre la promesse faite aux dirigeants soviétiques de ne pas s'étendre à l'est. N'est-ce pas là un cas où l'Alliance de l'Atlantique Nord renforce sa sécurité au détriment de la sécurité de la Fédération de Russie ? Nous avons décidé, compte tenu des gains de tension à nos frontières occidentales, de prendre toutes les mesures nécessaires pour une riposte appropriée. Outre le renforcement actif de la force de combat de nos troupes, 12 unités et sous-unités militaires seront formées dans le district militaire occidental d'ici la fin de l'année.

Il nous apparaît évident que le Gouvernement ukrainien, tout en essayant d'adopter un ton moralisateur dans sa communication avec l'Europe, troque en fait sa souveraineté. Chacun sait que les États-Unis tirent les ficelles de la marionnette Ukraine depuis huit ans. En

outré, le régime de Kiev, en accordant des droits spéciaux aux citoyens polonais, légalise en fait la prise de contrôle de *facto* de son pays. Cette décision confirme que pour l'Occident, l'Ukraine n'est qu'une question de territoire, pas de personnes. Sinon, il aurait depuis longtemps cessé d'inciter le Gouvernement ukrainien à une nouvelle escalade de la violence armée. Les dimensions de l'« aide » militaire occidentale à l'Ukraine sont déjà comparables aux budgets militaires des États européens. Ainsi, le Congrès des États-Unis a approuvé l'allocation de 40 milliards de dollars au Gouvernement ukrainien, dont environ 25 milliards pour les biens militaires, ce qui équivaut à la moitié des budgets militaires combinés de l'Allemagne et de la France.

À cet égard, il serait bon de ne pas oublier que les armes occidentales sont utilisées pour tuer des militaires russes et bombarder le territoire russe. C'est manifestement le but recherché. Jugez-en vous-mêmes. Les armes livrées par la République tchèque portent les inscriptions suivantes : « Prends ça pour le Printemps de Prague de 1968 ! » Selon les informations disponibles, le Gouvernement ukrainien mène des consultations avec le Ministère américain de la défense et les services de renseignement britanniques au sujet d'une frappe préventive dans la région de Belgorod de la Fédération de Russie. Nous suivons de près les tentatives menées par le régime de Kiev pour que les États-Unis mettent à leur disposition des missiles d'une portée de plus de 300 km, ce qui permettrait de continuer à effectuer des frappes sur les zones frontalières de notre pays. Nous avons déjà prévenu que ces livraisons pourraient avoir des conséquences graves pour ceux qui conseillent le Gouvernement ukrainien, lui fournissent des armes et lui donnent des ordres criminels d'ouvrir le feu. En transférant ces armes à l'Ukraine, le Gouvernement américain se laisserait entraîner toujours plus loin dans un conflit dont les conséquences pour les relations entre deux États dotés d'armes nucléaires pourraient être imprévisibles.

Les mesures prises par des membres des services de renseignement américains pour recruter des terroristes de l'État islamique en Syrie en vue de leur déploiement en Ukraine suscitent de graves préoccupations. La base d'Al-Tanf des forces armées américaines et la zone adjacente sont utilisées pour le regroupement d'extrémistes. Les services de renseignement sont activement aidés par des sociétés militaires privées américaines, qui attirent en Ukraine des djihadistes expérimentés du Moyen-Orient. Il est notamment prévu de rassembler environ 500 combattants de l'État islamique et de les déployer, via le Kurdistan en Irak, dans la zone d'hostilités. La communauté internationale se souvient sans doute de la façon dont les États-Unis, dans leur frénésie anti-russe, ont soutenu les talibans en Afghanistan et ce qu'ils ont obtenu en retour le 11 septembre. Le Gouvernement américain et ses satellites européens soutiennent actuellement les néonazis et les bandéristes. Il n'est pas difficile de prévoir ce que les États-Unis, leurs alliés et, en fait, toute l'Europe pourraient finir par obtenir en retour à l'avenir.

Monsieur le Président,

Les nazis et les collaborateurs fascistes sont salués comme des héros dans l'Ukraine moderne. Les autorités organisent des processions aux flambeaux en l'honneur de Bandera et Choukhevytch ; un culte du crime de guerre est imposé aux enfants dans les écoles. Nous demandons instamment à nos collègues occidentaux de réfléchir à la manière dont l'orgie de néonazisme qu'ils encouragent en Ukraine constitue une véritable trahison de la mémoire des victimes de la Seconde Guerre mondiale.

L'une des étapes de la dénazification de l'Ukraine a été la libération de l'aciérie d'Azovstal, à Marioupol, à l'intérieur de laquelle un groupe de combattants ukrainiens du régiment d'Azov, une formation nazie, était retranché depuis le 21 avril. La semaine dernière, 2 439 nazis et militaires des forces armées ukrainiennes ont déposé les armes et se sont rendus. Les médias ont rapporté à ce sujet que des instructeurs des pays de l'OTAN font partie de ce groupe. Le Ministre russe de la défense, le général d'armée Sergueï Choïgou, a rendu compte au Président Poutine de la conclusion de l'opération et de la libération complète de l'aciérie et de la ville de Marioupol.

Je voudrais maintenant dire quelques mots sur les efforts déployés par l'Occident collectif pour que ses citoyens ne connaissent pas la vérité sur les événements qui se sont produits autour d'Azovstal. L'Union européenne de radio-télévision (UER) a eu recours à des méthodes de manipulation douteuses lorsqu'elle a utilisé des images d'un reportage de la chaîne russe Channel One. L'UER a en effet coupé tous les principaux éléments qui servaient à caractériser les extrémistes du régiment Azov pendant leur reddition. Contrairement à leurs concitoyens, nos estimés collègues ont maintenant une occasion unique de voir ceux qu'ils appelaient « les défenseurs de Marioupol et de toute l'Ukraine ». Des tatouages représentant des croix gammées, des symboles SS, le Soleil noir, un slogan allemand figurant sur un panneau à Buchenwald, des portraits d'Hitler, des passages d'ouvrages extrémistes, voilà ce que nos militaires ont vu lorsqu'ils ont procédé à la fouille corporelle de ces nationalistes qui se cachaient derrière des femmes et des enfants. Bien entendu, les Européens ne l'ont pas montré. Ce mutisme est d'autant moins surprenant que l'Occident persiste à « ne pas remarquer » la mainmise du nazisme sur l'Ukraine et explique que ce qui s'est passé à Azovstal est une « évacuation » et non une reddition de combattants.

L'interrogatoire des néonazis du régiment Azov et des militaires ukrainiens se poursuit en ce moment même. Presque tous admettent qu'ils professent une idéologie nazie basée sur la russophobie et la glorification des criminels nazis. Ces idées ont été encouragées par les dirigeants suprêmes du pays. Les militaires interrogés affirment que des conseillers de l'OTAN ont participé à la préparation des opérations contre les républiques du Donbass et la Russie. Les informations selon lesquelles des instructeurs occidentaux ont encadré et formé des combattants du régiment Azov et d'autres formations nazies, leur apprenant à s'abriter derrière des civils pour servir de boucliers humains, ont été confirmées, ce qui leur a permis de s'appuyer sur l'expérience de combat des islamistes en Syrie. Il était également important que les pertes enregistrées dans la population civile soient entièrement imputables aux Russes. En outre, nous notons que lors de l'inspection des locaux de l'usine Azovstal, des systèmes de défense aérienne portables Stinger de fabrication américaine et un téléphone satellitaire de l'OSCE ont été trouvés sur les positions des néo-nazis.

Quels que soient les antécédents individuels de ces combattants, tous ceux qui ont besoin de soins médicaux reçoivent toutes les formes possibles d'assistance professionnelle dans un hôpital de Novoazovsk, en République populaire de Donetsk (RPD). Pour nous, les normes du droit humanitaire sont fondamentales. Personne ne devrait avoir de doute à ce sujet.

En même temps, nous avons des preuves réelles d'atrocités commises par des militaires ukrainiens et des militants des bataillons nationalistes du Donbass et au cours d'opérations de combat contre des unités des forces armées russes. Les captifs reçoivent une balle dans les rotules et les blessés sont assassinés d'une balle dans la tête ; ils sont soumis à

des violences physiques et à la castration. Un soldat captif des forces armées ukrainiennes a déclaré ce qui suit : « Nous avons capturé des pilotes russes vivants. Il n'y en a pas beaucoup et je pense que vous pouvez comprendre par vous-même pourquoi il y en a si peu. Ils ont tout simplement été mis à mort ... Et ils ne sont pas morts rapidement – ils ont été torturés. » Ce n'est qu'un témoignage parmi tant d'autres.

À la fin du mois de mars, la Russie a émis une protestation officielle en lien avec la publication de séquences vidéo montrant des militaires russes captifs maltraités. L'Ukraine a pris note de cette protestation et a promis de prendre les mesures les plus sévères. Cependant, certaines informations indiquent que le commandement des forces armées ukrainiennes et le commandement du service national des gardes-frontières ont envoyé de nouvelles instructions de combat interdisant la diffusion de ces séquences vidéo dans le domaine public. Les dirigeants militaires de Kiev ont pris ces mesures par crainte que les abus documentés contre des captifs puissent être qualifiés de crimes de guerre par les organisations internationales de défense des droits humains et d'aide humanitaire. Les mesures n'ont donc pas du tout été prises pour réduire au minimum les mauvais traitements infligés aux prisonniers de guerre. Je voudrais demander aux États participants de l'OSCE qui comptent parmi les champions du droit international humanitaire s'ils considèrent que cela est acceptable. Si la réponse est non, pourquoi le Forum pour la coopération en matière de sécurité (FCS) n'a-t-il jamais voulu entendre, jusqu'à présent, les appels lancés à la partie ukrainienne pour qu'elle adopte une approche humaine à l'égard des soldats capturés ?

Nous lançons donc un avertissement ferme à ce sujet et rappelons que des fonctionnaires du Bureau du Procureur général et du Comité d'enquête de la Fédération de Russie sont présents sur le champ de bataille et dans les villes libérées d'Ukraine, où ils enregistrent tous les crimes commis par la partie ukrainienne. À l'issue de l'opération militaire spéciale, toutes les personnes impliquées dans ces crimes seront tenues pour responsables. Aucun combattant des bataillons nationalistes n'échappera à ce qu'il mérite à juste titre.

Monsieur le Président,

Les objectifs de l'opération militaire spéciale fixés par le Président de la Fédération de Russie, Vladimir Poutine, qui sont de protéger le Donbass et de démilitariser et dénazifier l'Ukraine, seront très certainement atteints.

Le groupement tactique des forces armées russes ainsi que les milices populaires des républiques populaires de Lougansk et de Donetsk étendent leur contrôle sur les territoires du Donbass. La libération de la République populaire de Lougansk (RLP) est sur le point d'être achevée. Dans ces circonstances, pour tenter de freiner l'avancée des troupes russes, les forces armées ukrainiennes continuent d'utiliser des méthodes terroristes : elles empêchent les habitants de quitter les villes et les villages et les utilisent comme boucliers humains, elles déploient de l'artillerie lourde dans les zones d'habitation et elles font en sorte que ceux qui refusent de prendre part aux combats soient exécutés par un peloton d'exécution pour servir de « leçon » aux autres. Alors qu'il subit une défaite sur le terrain, le régime de Kiev cherche à obtenir au moins quelques succès éphémères dans certains domaines, qu'il fait passer pour des triomphes majeurs.

Dans le cadre des tâches liées à la démilitarisation de l'Ukraine, 178 avions, 125 hélicoptères, 995 drones, 320 systèmes de missiles antiaériens, 3 243 chars et autres véhicules blindés de combat, 425 systèmes de roquettes à lanceurs multiples, 1 658 pièces d'artillerie de campagne et mortiers et 3 124 véhicules tactiques d'opérations spéciales ont été détruits depuis le début de l'opération militaire spéciale. Les mercenaires et les instructeurs étrangers sont systématiquement éliminés, de même que les expéditions occidentales de biens militaires. Ainsi, le 21 mai, près de la gare de Malyn, dans la région de Jitomyr, une importante cargaison d'armes et de matériel militaire provenant des États-Unis et de pays européens et destinée au groupement tactique ukrainien du Donbass a été détruite par des missiles de haute précision et de longue portée, en particulier par des missiles Kalibr basés en mer.

Un nombre croissant d'armes occidentales abandonnées par les forces armées ukrainiennes battant en retraite sont récupérées comme trophées par les milices populaires de la RPD et de la RPL et par les forces armées russes, notamment des systèmes de missiles antichars Javelin et NLAW (armes légères antichars de nouvelle génération), des systèmes de défense aérienne portables Starstreak et Stinger, des drones Bayraktar, des munitions téléopérées Switchblade, des systèmes de guerre électronique Sky Net Longbow, des obusiers automoteurs Caesar et Panzerhaubitze 2000, et des obusiers tractés M777. Nos estimés collègues peuvent voir à l'écran comment un véhicule blindé Saxon de fabrication britannique est utilisé dans la RPL : malgré les difficultés à trouver des pièces de rechange, les spécialistes de Lougansk ont pu le remettre en état de marche. Tous ces équipements militaires continueront d'être utilisés avec succès par les forces alliées de la Russie, de la RPD et de la RPL dans l'exécution des tâches de l'opération militaire spéciale.

Malgré les tentatives du Gouvernement ukrainien et de ses conseillers de faire bonne figure, le moral et l'état psychologique du personnel militaire ukrainien se détériorent. Une unité de la 115<sup>e</sup> brigade des forces armées ukrainiennes à Sievierodonetsk a refusé de se battre et a enregistré un appel vidéo adressé à Volodymyr Zelensky. Ses membres, qui étaient stationnés dans la région de Jytomir, avaient été envoyés en RPL sans préparation et sans itinéraires bien précis en cas de repli. En raison de l'incompétence des commandants, la brigade a subi des pertes humaines et matérielles. La 58<sup>e</sup> brigade des Forces armées ukrainiennes se trouve dans une situation similaire : elle ne peut tout simplement pas se battre parce que ses commandants se sont enfuis et qu'il ne reste plus de vivres. À cet égard, nous rappelons que le commandement du groupement tactique russe en Ukraine est disposé à faciliter la reddition volontaire des militaires des forces armées ukrainiennes, en leur donnant notamment l'assurance que leurs vies seront épargnées et qu'ils seront traités conformément à la Convention de Genève sur les prisonniers de guerre.

Le Ministère russe de la défense et les services de répression continuent d'enregistrer de nombreux cas de comportements inhumains des autorités de Kiev à l'égard de la population civile ukrainienne et d'utilisation d'écoles, d'hôpitaux et d'autres bâtiments civils à des fins militaires. Nous distribuerons une liste actualisée de ces installations, ainsi qu'un recueil intitulé « Crimes de guerre ukrainiens » qui a été élaboré avec l'aide de la Société historique russe.

Monsieur le Président,

L'hystérie russophobe et les craintes paranoïaques concernant les objectifs de l'opération militaire spéciale de la Russie, attisées par l'« aile » occidentale des États participants de l'OSCE, sont sans fondement. En fait, elles ne sont profitables qu'aux États-Unis qui, semble-t-il, se sont définitivement fixés comme tâche de réaliser des objectifs prévus il y a longtemps, à savoir faire de l'Europe leur appendice géopolitique. Dans ces circonstances, nous ne pouvons compter que sur nous-mêmes, sur nos alliés et sur ceux de nos partenaires qui refusent qu'on leur dicte leur conduite. Enfin, notre pays continuera bien entendu à faire tout ce qui est en son pouvoir pour que les territoires libérés de la RPD, de la RPL et de l'Ukraine puissent retrouver dès que possible une vie calme et sûre, ce que de nombreux civils attendent depuis huit ans.

Merci, Monsieur le Président. Je demande que le texte de cette déclaration soit annexé au journal de la séance du FCS d'aujourd'hui.



**Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe**  
**Forum pour la coopération en matière de sécurité**

FSC.JOUR/1017

25 May 2022

Annex 2

FRENCH

Original: RUSSIAN

---

**1011<sup>e</sup> séance plénière**

Journal n° 1017 du FCS, point 1 de l'ordre du jour

## **DÉCLARATION DE LA DÉLÉGATION DE LA FÉDÉRATION DE RUSSIE**

Monsieur le Président,

Nous suivons de près l'exactitude et l'exhaustivité de l'interprétation des déclarations faites par la délégation russe lors des réunions du Forum pour la coopération en matière de sécurité. Nous sommes extrêmement déçus par la qualité de cette interprétation. Des phrases entières de ma déclaration ont été omises, même lorsque je parlais lentement et clairement. Je tiens à souligner que ce n'est pas la première fois que cela se produit.

De plus, notre présentation a « planté » au moment même où les diapositives n° 9 et 10 (sur l'OSCE) étaient affichées à l'écran. Nous considérons que tout cela est une provocation délibérée.

Nous exigeons que des mesures exhaustives soient prises pour remédier à la situation et que la délégation de la Fédération de Russie reçoive une réponse par écrit.

Je voudrais également répondre brièvement au représentant du Royaume-Uni, qui vient d'accuser les parachutistes et les forces d'opérations spéciales russes d'incompétence. Je dirai seulement que des commandos des forces spéciales britanniques, les SAS, se sont échappés d'Afghanistan en se déguisant en femmes pour essayer de s'en sortir vivants. Grâce à Dieu, nos troupes n'ont pas encore atteint un tel degré de « professionnalisme ».

Je vous remercie, Monsieur le Président.